

Ce que nous avons entendu

« J'aime l'idée que nous ne soyons pas limités par un programme existant à cet atelier; l'échange est plus ouvert et la conversation est meilleure, car c'est récemment élaboré. »

Intérêt technique, capacité et expertise en gestion des océans

« Travailler dans le domaine maritime n'est pas donné. Vous avez besoin de bateaux, d'équipement et de formation. »

- Parmi les participants se trouvaient des représentants de cinq Premières Nations ainsi qu'un groupe de gestion des ressources aquatiques et océaniques qui dessert 14 Premières Nations¹.
 - Deux d'entre eux sont partenaires dans le cadre d'une collaboration avec d'autres Premières Nations concernant une aire marine protégée extracôtière, qui vise des objectifs à l'échelle de la côte. L'un d'eux participe au partenariat de planification marine sur la côte du Pacifique Nord. Un autre prend part à l'initiative de Parcs Canada concernant l'aire marine nationale de conservation dans la partie sud du détroit de Georgie.
 - Deux sont en train de cartographier et d'identifier les bancs de varech dans les territoires traditionnels. « Dans le passé, on ne pouvait pas traverser les bancs de varech tellement ils étaient épais; maintenant, on ne peut plus les trouver. »
 - Un participant a deux plans d'utilisation du milieu marin liés entre eux : un à l'échelle communautaire et l'autre à l'échelle régionale. Le plan à l'échelle communautaire est davantage utilisé pour répondre aux besoins internes, y compris les revendications territoriales. Les aînés et les autres détenteurs de connaissances font des observations pour cerner les préoccupations, comme les changements qui se produisent au fil du temps concernant le lieu de récolte des espèces et la quantité. Le plan régional comprend la province, le Ministère et les Premières Nations voisines.
 - Il y a dix ans, plusieurs d'entre eux ont participé à un processus de planification côtière qui a fait appel à 15 coordonnateurs de la planification maritime pour organiser des réunions communautaires, interviewer les membres et tenir des séances de cartographie afin de recueillir des idées sur l'avenir du milieu marin. Le projet a permis de renforcer la capacité de la collectivité pour les emplois futurs en offrant une formation accréditée dans le cadre du programme Innovate du North Island College en cartographie au moyen du système d'information géographique (SIG), sur l'utilisation d'ordinateurs, en rédaction de demandes de subventions, en négociation, en entrevues sur la planification spatiale, en compétences essentielles et en animation. « Nous l'utilisons comme outil d'aide à la décision, mais il n'était pas très populaire du point de vue de la planification. Beaucoup de Premières Nations n'étaient pas satisfaites des zones parce qu'elles ne correspondaient pas aux droits à faire valoir. »

¹Il y avait aussi des représentants de deux Premières Nations qui ont principalement observé la séance.

- Tous ont un SIG à l'interne, mais on peut utiliser cette technologie davantage pour les plans d'utilisation des terres, ou bien il existe des besoins de formation au sein de la collectivité pour faire une meilleure utilisation des systèmes d'information géographique. *« La planification marine s'harmonisera à merveille avec notre plan d'utilisation des terres. C'était entièrement mené par la collectivité. »* Certains attribuent des marchés à l'externe pour répondre aux besoins en matière de cartographie.
- Un participant s'est vu confier le mandat, par le chef et le conseil, de renforcer les capacités de la collectivité dans les domaines marins. *« J'ai regardé les jeunes; je suis allé dans les écoles et je les ai poussés à emprunter la voie universitaire. »* Un autre a un programme officiel pour offrir un apprentissage pratique aux étudiants de niveau postsecondaire inscrits à des programmes scientifiques dans le cadre de stages d'été. *« Deux de nos biologistes ont commencé comme ça. »*
- Les participants ont accès aux connaissances traditionnelles et aux données en fonction desquelles l'information actuelle est comparée. Par exemple, deux d'entre eux ont des études sur les utilisations traditionnelles. *« Nous avons commencé par une base de données sur les connaissances traditionnelles et nous avons interviewé tous les aînés au sujet des lieux de sépulture, des anciens villages, de la cueillette d'aliments (saison après saison) et d'autres sites culturels. En quatre ou cinq ans, toute l'information a été recueillie. »* L'un d'eux a insisté pour que les connaissances traditionnelles soient recueillies en même temps que les données scientifiques afin d'éclairer ses plans marins. *« Le satellite vise la région; les connaissances traditionnelles nous disent ce qui se passe réellement sur l'eau. »*
- Un participant a mentionné que son étude sur les utilisations traditionnelles avait plus ou moins été acquise par l'industrie forestière. *« Elle sait ce qu'elle doit éviter, mais elle n'est pas censée l'avoir. »* Un autre participant a conclu une entente de partage de données avec l'industrie forestière, et d'autres ont mis en place des politiques pour protéger leurs connaissances. *« Nous devons obtenir l'autorisation d'utiliser le savoir autochtone, y compris si d'autres peuvent l'utiliser. »*
- Les participants sont préoccupés par les répercussions du trafic maritime sur les ressources océaniques, en particulier les espèces importantes pour les pêches communautaires et la qualité de l'eau. *« Les décisions prises pour l'épaulard résident du sud nous touchent vraiment car elles ferment énormément de pêches. »* Certains veulent suivre les navires dans leur déplacement et ils constatent des lacunes en matière de communication le long des routes de navigation qui remontent la côte. L'un d'eux a participé à une séance avec un expert-conseil pour les aider à comprendre le trafic maritime et les risques liés à la navigation maritime.
- Les membres de quelques Nations participantes ont été formés pour intervenir en cas de déversements en mer, pour des premiers soins en mer et pour des opérations de recherche et sauvetage. Les gardiens d'un autre participant souhaitent devenir les premiers intervenants en cas de déversements et dans d'autres situations d'urgence. *« Nous essayons de renforcer leurs capacités afin d'élargir leurs rôles. Ils ont besoin d'équipement et de formation pour jouer ce rôle. »*
- Plusieurs s'inquiètent des multiples initiatives maritimes entreprises par différents secteurs du gouvernement, du manque de coordination entre eux et, dans certains cas, du manque de participation des Nations. *« Il y a beaucoup de choses qui se passent au niveau fédéral, mais on vient nous voir APRÈS que des changements ont été faits. Par*

exemple, les aires marines de conservation et le réseau d'aires marines protégées. On n'y a pas vraiment participé. »

- Un participant souligne le conflit entre les utilisateurs des ressources marines et les utilisateurs des pêches qui ne voient pas l'utilité de la planification de l'utilisation des ressources marines parce qu'ils croient que les outils et les politiques de gestion des pêches sont suffisants pour gérer les zones marines – et les défenseurs de la conservation eux ne comprennent pas l'importance de la pêche pour les collectivités. *« Sous l'effet de la PSM, la pêche peut être mineure, également, et on peut accorder plus d'attention au transport maritime. »*
- Quelques-uns appuient l'intensification des activités de sensibilisation entreprises par les gouvernements pour faire en sorte que toutes les collectivités et tous les groupes autochtones participent à la planification spatiale marine et à d'autres activités de gestion des océans. *« La capacité technique est absolument essentielle pour cela. »*

Rôles techniques

« La première personne que nous allons engager est un planificateur dans le milieu marin. »

- Les participants ont tout un éventail de personnel, comme des gestionnaires ou des comités de ressources naturelles, des gestionnaires des renvois d'évaluations environnementales, des biologistes marins et des coordonnateurs communautaires, mais ces rôles sont habituellement axés sur les activités liées aux pêches (ou aux revendications territoriales). *« Nous essayons de renforcer les capacités associées à la planification spatiale [mais] nous sommes surtout un programme de pêche. »* Dans certaines collectivités, ces rôles peuvent également être assumés par d'autres services, comme les services de communication ou de recherche.
- Quelques-uns ont un biologiste marin à l'interne, et le groupe de gestion des ressources aquatiques et océaniques en a plusieurs. Les autres veulent acquérir une capacité interne de biologiste, car ils dépendent des autres pour le travail lié à la biologie. *« Nous comptons beaucoup sur la biologiste marine de [notre PAGRAO]. Elle nous apporte vraiment une aide essentielle. »*
- Presque tous ont une capacité de collecte et d'interprétation du savoir autochtone. Un participant a un coordonnateur des études sur les utilisations traditionnelles; un autre a des conseillers aînés et un autre a un service de recherche pour effectuer des études sur les utilisations traditionnelles. Un participant a présenté la capacité d'un gouvernement des Premières Nations comme un modèle possible pour les autres Nations : ce gouvernement dispose d'une équipe chargée du SIG, composée de deux cartographes, de deux spécialistes en SIG et de 16 membres d'équipage pour recueillir et gérer son étude des utilisations traditionnelles enregistrées dans l'espace.
- Presque tous les participants ont des postes de garde-pêche ou de ce genre pour les activités de surveillance et d'intendance, et l'un d'entre eux a un poste de surveillance communautaire grâce à une collaboration avec l'industrie forestière. Toutefois, au moins deux questions se posent, à savoir si les gardes-pêche ont la capacité (ou le pouvoir) de faire respecter un plan marin. *« Il est trop tôt pour dire qu'ils font respecter la loi, mais dans certaines régions, nous ne reculons pas et nous disons aux pêcheurs qu'ils ne peuvent pas y récolter des ressources. »*

- Alors que certains ont une grande expertise en collecte de données, y compris par l'entremise de leurs gardes-pêche ou programmes de surveillance communautaire, d'autres tentent de renforcer cette capacité ou « *aimeraient faire beaucoup plus* ». L'analyse des données (y compris les données spatiales) est un besoin partagé par tous et la plupart recourent à des experts-conseils externes pour les travaux d'analyse. « *Nous devons nous améliorer dans ce domaine. La capacité d'analyse de données est faible et beaucoup ne savent pas rédiger des rapports.* »
 - Plus d'un souhaite renforcer sa capacité d'analyse des risques et d'évaluation des variables économiques. « *Tout se résume à l'argent et aux compromis, et à l'analyse coûts-avantages, au moment de prendre des décisions.* »
- Les participants sont en faveur de l'ajout d'un « planificateur maritime » en tant que rôle clé, ainsi que d'un « spécialiste de la sécurité maritime » (p. ex. intervention en cas de déversement, transport, etc.). Plusieurs ont également ajouté des analystes de politiques, des gestionnaires des renvois d'évaluations environnementales, des économistes, des gestionnaires de l'information et d'autres rôles techniques liés aux aspects de gouvernance de la planification spatiale marine. « *Élaborer des lois et des règles autochtones autour de toute cette question, ça demeure un travail technique.* »

Outils techniques

« *Nous essayons de renforcer la capacité à comprendre la PSM : en quoi consistent les outils sans avoir à acheter...[parce que] la plupart du temps, ces choses ne servent qu'à d'autres personnes pour faire de l'argent avec nos territoires.* »

- Les participants disposent actuellement d'une gamme d'équipements pour travailler dans le milieu marin, y compris un SIG, des drones, des caméras, du matériel de collecte de données notamment sur la qualité de l'eau et divers logiciels.
 - L'un d'eux possède d'importants actifs, notamment différents types de drones et de caméras, un équipement pour le SIG (comme des antennes) et des logiciels de modélisation 3D. « *Nous sommes à la recherche d'un scanner fiable pour le pH.* »
 - D'autres possèdent des actifs propres à la collectivité, comme de l'équipement de sondage pour permettre aux membres de voter sur des questions pendant les réunions communautaires, et des fiches sur la connaissance des océans qui favorisent l'apprentissage interculturel sur l'importance des espèces marines, tant du point de vue des sciences des océans que des Premières Nations.
- Lorsque l'on envisage une gamme d'outils techniques qui pourraient être nécessaires pour participer à la planification spatiale marine, les participants ont des points de vue communs :
 - Tous veulent des navires plus perfectionnés, qu'il s'agisse de navires de recherche plus grands pour faciliter les activités en mer dans des conditions plus difficiles ou de navires équipés d'instruments de navigation perfectionnés (p. ex. un meilleur radar). « *Le temps change et les conditions sont plus risquées lorsqu'il s'agit de recueillir des données.* » Deux veulent aussi des véhicules plus récents.
 - Presque tous ont souligné le besoin d'avoir plus de personnel, entre autres du personnel technique, comme des techniciens et des analystes en informatique, ainsi que des outils de perfectionnement professionnel. « *Nous manquons de ressources*

humaines et d'activités pour intéresser les jeunes, et nous sommes en concurrence avec l'industrie forestière et le tourisme. »

- Tous ont des besoins en logiciels, notamment des logiciels de gestion de projets collaboratifs et des logiciels de modélisation environnementale ou biologique, mais aussi en logiciels de base et en divers produits logiciels pour le SIG et la cartographie en ligne. *« Nous voulons faire une modélisation sophistiquée à l'appui des processus de la PSM par couche. »* Un participant voit aussi le besoin d'un logiciel de système d'information automatisé.
- Trois participants identifient un besoin de stations météo (météorologiques ou hydrométriques) parmi d'autres équipements de surveillance et d'échantillonnage.
- Parmi les autres outils techniques identifiés par les participants, mentionnons le stockage des données et l'encre pour l'impression des cartes. Un participant a également des installations de laboratoires secs et humides sur sa liste de souhaits.
- Certains participants sont prêts à partager des logiciels pour le SIG et la cartographie, ainsi que du matériel d'échantillonnage et des technologies de détection. Un participant signataire d'un protocole sur le savoir autochtone est prêt à le partager avec d'autres.

Formation technique

« Nous devons apprendre plus vite pour informer le gouvernement... en particulier, le groupe du réseau de ZPM. »

- Les participants (ou les membres de leurs Nations) ont suivi une partie ou la majorité de la formation indiquée sur les feuilles de travail, mais ils ont cerné un « besoin continu » de formation des membres. Deux participants ont souligné la nécessité d'une formation en cartographie SIG dans leurs collectivités.
- La priorité des participants est d'encourager les jeunes à poursuivre des études supérieures en sciences et en technologie et d'aider les autres membres à terminer leur 12^e année afin qu'ils puissent progresser dans leur carrière technique. Plusieurs précisent cependant qu'ils ne veulent pas encourager les membres à suivre une formation dans des domaines où il n'y a pas d'emplois ou pas de financement pour maintenir les emplois. *« Nous avons beaucoup de membres qui détiennent une CCEP, mais ils n'ont pas de travail. »*
- Les participants sont en faveur d'une formation accrue pour élargir les fonctions des gardiens et des autres techniciens et surveillants communautaires en matière de sécurité maritime, d'activités en cas de déversements d'hydrocarbures et de nettoyage des hydrocarbures, de recherche, de surveillance environnementale et de gestion des ressources naturelles. Un participant pense que les gardiens ont aussi besoin d'une formation sur « les lois et leur application ».
- Parmi les autres besoins de formation les plus importants, les participants ont choisi une formation de base en informatique, en rédaction technique et en art oratoire, ainsi qu'en collecte, gestion et analyse de données. Quelques-uns souhaitent également recevoir une formation sur l'ensemble des logiciels et des outils techniques nécessaires pour participer à la planification spatiale marine, ainsi qu'à la planification environnementale. *« Je veux que tout mon personnel soit formé pour savoir utiliser les SIG, pas seulement un, ainsi que les drones, les logiciels et les ordinateurs. »*

- Quelques-uns veulent suivre davantage de cours sur le savoir autochtone. « *Le COSEPAC a donné un cours sur le savoir traditionnel autochtone à Richmond en février et ce fut l'une des meilleures séances. Nous devons nous en inspirer.* »
- Les participants ont nommé les installations de formation auxquelles ils accordent leur préférence : North Island College, Coast Mountain College, Université de l'île de Vancouver, Université du Nord de la Colombie-Britannique, Université Simon Fraser, Nicola Valley Institute of Technology, Natural Resources Training Group, le Justice Institute et le British Columbia Institute of Technology. « *Plus la formation est locale, mieux c'est.* »
- On appuie aussi fortement l'idée d'un plus grand nombre d'options de souplesse en matière de formation. « *Il existe un grand besoin de cours offerts à distance ou par téléconférence.* » Selon un participant, les « *salles de classe sont vides au [collège]* ».

Partenariats

« *Nous travaillons déjà en vue de déterminer comment les Nations veulent gouverner ces espaces sans être amenées à répondre aux questions du gouvernement lorsqu'il leur rend visite.* »

- Les participants sont en faveur d'un plus grand nombre de partenariats avec :
 - d'autres Nations et entre les Nations membres de leurs groupes;
 - les initiatives et les ministères fédéraux et provinciaux, comme Pêches et Océans Canada, Environnement et Changement climatique Canada, Ressources naturelles Canada, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, le Plan de protection des océans et le ministère des Forêts, des Terres et de l'Exploitation des ressources naturelles;
 - les universités et d'autres établissements d'enseignement et experts, y compris ceux énumérés ci-dessus à propos de la formation et ceux liés à l'économie autochtone à l'Université de la Colombie-Britannique et aux lois sur le savoir autochtone à l'Université de Victoria;
 - des organisations non gouvernementales et des activités locales, comme West Coast Environmental Law, Oceans Network Canada, l'Aquarium de Vancouver, la Raincoast Conservation Foundation et la Pacific Salmon Foundation, et West Coast Aquatic;
 - des entreprises autochtones locales et des services de conseils destinés aux collectivités autochtones, tels que LGL, Blue-Green Environmental Services et Sources Archaeological & Heritage Research INC.
- Certains participants collaborent déjà entre eux, notamment dans le cadre d'un partenariat sur les aires marines protégées au large du Pacifique et d'un partenariat de planification marine fédéral-provincial-autochtone (MaPP) pour la côte du Pacifique Nord.
 - Aucun participant n'a travaillé avec l'Aboriginal Mapping Network, bien qu'un d'entre eux ait eu l'occasion de le faire.